

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°88 | TRIMESTRIEL | JANVIER-FÉVRIER-MARS 2015 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

SALUTÉ & FRATERNITÉ

L'égalité sociale,
une question
de choix

Libres, ensemble


Centre d'Action Laïque
de la Province de Liège asbl

SOMMAIRE



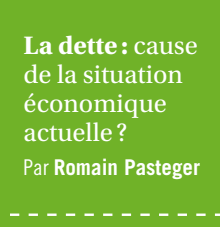
4 L'égalité, notre intérêt à tous !
Par Edgar Szoc



6 La préférence pour l'inégalité
Par François Dubet



7 Lassitude de la solidarité et montée de relents populistes
Par Didier Vrancken



8 La dette : cause de la situation économique actuelle ?
Par Romain Pasteger



9 L'égalité, un développement humain durable
Par Julien Dourgnon



10 La MDA, « l'Info des Jeunes » Une équipe au service des jeunes !
Par l'équipe de la MDA



12 La laïcité en actions



14 Opinions Pétitions Interpellations

RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF




Par Hervé Persain, président f.f. du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

La laïcité organisée s'élève contre les dogmes, notamment lorsqu'ils engendrent des inégalités. Le rapport à la religion induit encore de nos jours l'organisation sociétale, les rapports discriminants entre femmes et hommes, l'éducation confessionnaliste ou non, une médecine influencée par les options philosophiques particulières...

Une autre religion s'est implantée dans notre société. Elle parie sur les bienfaits d'une main invisible, censée régler les rapports humains. Cette croyance a-t-elle plus de sens que celle de ces adeptes de la Licorne rose invisible, parodie des croyances théistes ?

Au nom de cette main, les services publics sont sacrifiés au profit de la privatisation des services, responsable d'une médecine, d'un enseignement, d'une société à deux vitesses ! De tout temps, l'humanité traverse ce combat entre privilégiés et pauvres, possédants et possédés, entre les détenteurs du pouvoir et leurs sujets.

→ Les tenants du bien commun équitablement partagé savent « la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements »

« Il faut plusieurs années pour que la combinaison récente du cléricisme et de l'opportunisme ait épuisé tous ses effets¹ », disait Jaurès, il y a cent ans. Il semble bien qu'il faille plusieurs générations pour venir à bout de ceux qui, perdant l'espoir d'arriver à assujettir les masses par la seule religion, ont fait appel aux chimères de la libre entreprise et de la haute finance pour servir leurs intérêts de caste, la liberté sans brides profitant toujours aux plus forts.

La lutte sempiternelle entre démocrates et réactionnaires ne semble pas prête d'aboutir. Les tenants du bien commun équitablement partagé savent « la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements ». L'histoire la leur enseigne, l'actualité leur en offre chaque jour la preuve, sans pour cela égratigner leur détermination.

1. Extrait du discours à la Chambre des Députés de 1897, publié sous le titre « Socialisme et paysans ».



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs
Certains titres et chapeaux sont de la rédaction

Éditeur responsable Hervé Persain, président f.f.
Boulevard de la Sauvenière 33-35. 4000 Liège

Comité de rédaction Dorothy Bocken, Charlotte Collot, Céline Gérard, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Cécile Parthoens, Grégory Pogorzelski, Audrey Taets

Rédactrice en chef Céline Gérard - Secrétaire de rédaction Isabelle Leplat

Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège - Reporters.be - Flickr.com

Avec la collaboration de Christophe Corthouts, Corentin de Salle, Julien Dourgnon, François Dubet, Renaud Ercipum, Nicolas Latteur, Catherine Maréchal, Céline Martin, Romain Pasteger, Edgar Szoc, Didier Vrancken

Publicité Karin Walravens - 04 232 70 06

Administration Pascale Beuken, Anne Collet, Pascale Riga, Valérie Runfola

Logistique Henri Nélisse

Création de la maquette Knok Design - Impression AZ Print

Mise en page Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Grégory Pogorzelski

© 2015 CALe. Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Tirage 6 000 exemplaires - Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)

Vous souhaitez aider Salut & Fraternité? Versez une contribution

sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication: S&F 88

ISSN 1372-0732

LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE REMERCIE SES PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.



L'ÉGALITÉ SOCIALE, UNE QUESTION DE CHOIX

L'égalité est une valeur chère aux laïques qui serait bonne pour tous et profiterait même aux plus riches. Pourtant, dans nos sociétés modernes occidentales, le fossé ne cesse de se creuser. Plus inquiétant, encore : s'est installée une lassitude de la solidarité devant des promesses de meilleurs lendemains inassouvies. Les inégalités se renforcent. Pire : elles se choisissent. Car si l'idée d'égalité séduit une partie de la population, les choix que posent les individus, très logiquement poussés par la préoccupation de vouloir le meilleur pour eux-mêmes et leur entourage, vont à l'encontre de ce bel idéal.

Par ailleurs, la crise frappe de plein fouet. La situation économique actuelle est loin d'être rose. La dette pèse de tout son poids

dans les décisions qui sont prises aujourd'hui par les gouvernements régionaux et fédéral. Mais d'où vient cette dette et quels sont les mécanismes qui la renforcent ? Ainsi, la réponse proposée pour sortir de ce marasme est quasi unanime : l'austérité. Les dépenses publiques y sont pointées du doigt pour expliquer que les caisses de l'état sont vides et ont besoin d'être assainies. Simple question d'arithmétique ou choix politique engagé, le débat est ouvert.

Quoi qu'il en soit, selon nos représentants, il n'y a pas d'alternative. Et pourtant, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer cette rigueur imposée et proposer d'autres solutions. Pour une société plus juste et plus fraternelle chère à la laïcité.



Par **Edgar Szoc**, chercheur-associé d'Etopia

L'ÉGALITÉ, NOTRE INTÉRÊT À TOUS !

Longtemps évincée du débat public, la question de l'égalité en tant que telle, et non pas sa version euphémisée que constitue la notion d'égalité des chances, fait un retour marqué, tant sur le plan des controverses intellectuelles que dans le champ politique.

De nombreux éléments en attestent, qu'il s'agisse des slogans politiques (« We are the 99% »), de légers basculements conceptuels dans les outils d'élaboration des politiques publiques (par exemple, le fait, impensable jusqu'il y a peu, que la Commission ait inséré un indicateur d'inégalités dans son tableau de bord macro-économique), mais aussi du fourmillement de recherches et vulgarisations sur

le sujet. Le salaire des patrons ou le montant des indemnités parlementaires ne se sont pas seulement imposés comme des questions de bonne gouvernance ou d'éthique politique, mais aussi de justice collective, comme si chacun devait désormais prendre sa part juste du sacrifice ou du bénéfice collectif.

Une société égalitaire profitable même aux plus riches

Dans ce fourmillement, un des moments les plus marquants est la parution de la traduction française du livre de Kate Pickett et Richard Wilkinson, *The Spirit Level*. Les conclusions de ces deux épidémiologistes viennent en effet asseoir sur des recherches très solides l'intuition portée par un nombre croissant d'acteurs sociaux quant aux ravages causés par la montée des inégalités dans les sociétés post-industrielles. Les statistiques sont claires : les pays riches les plus égalitaires sont ceux dans lesquels la prévalence d'une série de situations

sociales préjudiciables est la plus faible et où, au contraire, des variables positives telles que la confiance que s'accordent les gens ou même le taux de recyclage des déchets sont les plus élevées. Ces variables sont meilleures, non seulement pour la moyenne de la population, mais aussi pour chaque partie de la population prise isolément, y compris le décile le plus riche. Pour donner un exemple, l'espérance de vie des 10% les plus riches est meilleure dans une société égalitaire que dans une société inégalitaire. Autrement dit, l'égalité doit être considérée comme une espèce de bien commun qui profite à tous – non seulement aux plus pauvres, ce qui paraît évident, mais également aux plus riches – ce qui relève nettement moins de l'évidence.

Les auteurs ont essentiellement travaillé sur des variables à gradient social, c'est-à-dire des phénomènes dont le niveau augmente au fur et à mesure qu'on descend dans l'échelle des revenus quand elles sont négatives, comme le

→ Pour donner un exemple, l'espérance de vie des 10% les plus riches est meilleure dans une société égalitaire que dans une société inégalitaire.

taux d'emprisonnement, ou diminue au fur et à mesure qu'on descend cette échelle quand elles sont positives, comme l'espérance de vie. Mais leurs résultats dépassent les problématiques à gradient social. Ainsi, des phénomènes tels que, encore une fois, le recyclage des déchets, sont beaucoup plus courants dans les sociétés égalitaires. Comme si un certain niveau d'égalité était indispensable à la construction d'un monde commun que chacun se sent chargé de préserver ou d'entretenir.

L'égalité, réel enjeu des politiques publiques

Mises en relation avec d'autres travaux, notamment ceux de Thomas Piketty, qui démontrent l'importance numérique de la montée des inégalités au cours des trois dernières décennies, les conclusions de Wilkinson et Pickett devraient logiquement conduire à une réévaluation du logiciel de politiques publiques en matière sociale. Depuis le tournant néo-libéral du début des années 80, celles-ci se sont en

effet appliquées à lutter contre la pauvreté (ou, au vu des résultats effectifs, à « prétendre le faire »), en considérant les inégalités comme une question sans intérêt ni conséquence. Le prix individuel et social que chacun paye pour ces inégalités nécessite une refondation urgente en matière sociale, fiscale et économique!

Si nous sommes encore loin du compte, au moins la direction est-elle claire! ■■■

Pour soutenir la protection de salaires équitables en Suisse, des manifestants ont choisi l'ironie et la bonne humeur au travers d'une « manifestation de riches » en avril 2014. Leur but : mettre en lumière l'importance de l'égalité sociale dans la société.



© © © Flickr.com - Gustave Deghille

Les acteurs de l'histoire, c'est vous!

Devenez membre



CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Versez 10€ (2,5€ pour étudiant)
sur le compte BE14 0682 4315 5583
Une carte vous sera envoyée
et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations :
www.territoires-memoire.be/membre





Par **François Dubet**, professeur à l'Université de Bordeaux. Propos recueillis par Arnaud Leblanc

LA PRÉFÉRENCE POUR L'INÉGALITÉ

François Dubet est sociologue, professeur à l'Université de Bordeaux et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Après des travaux sur les mouvements sociaux, le déterminisme des milieux populaires et le système scolaire, il s'intéresse aux inégalités et au sentiment de justice. Il revient ici sur les causes des inégalités et des raisons qui tendent à rendre certaines d'entre elles acceptables dans nos sociétés.

Salut & Fraternité: Vous venez de publier *La préférence pour l'inégalité*. Pourquoi ce titre interpellant ?

François Dubet: L'idée est assez simple. Nous vivons dans une période de recul. Nos pays sociaux libéraux capitalistes ont fortement réduit les inégalités entre le début du XX^e siècle et les années 80. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres a alors quasiment été réduit par deux par le développement de l'État-providence: la redistribution sociale, l'impôt progressif, les droits de succession ou encore les conventions sociales.

→ **Des routiers aux notaires en passant par les paysans, même si nous affichons nos faveurs pour l'égalité, nous mettons en pratique des préférences pour l'inégalité.**

Ces dernières années, au contraire, nous vivons un renversement de tendance. Outre la mutation du capitalisme depuis les années 80, nous renonçons à nous battre ou à agir pour l'égalité. Cet abandon creuse les inégalités de salaire, d'accès aux études, aux soins de santé ou aux logements. « Nous » avons choisi de ne pas jouer la carte de l'égalité scolaire. Par « nous », il faut aussi bien entendre les gouvernements que chacun d'entre nous. Nous souhaitons



© © © Flickr.com - Gustave Deghille

nous loger avec celles et ceux qui nous ressemblent, nous souhaitons que nos enfants suivent les meilleures études, nous défendons bec et ongles notre position sociale. Des routiers aux notaires en passant par les paysans, même si nous affichons nos faveurs pour l'égalité, nous mettons en pratique des préférences pour l'inégalité.

S&F: Qu'est-ce qui a causé ce mouvement ?

F.D.: Individuellement, le citoyen a le souci de réduire les inégalités quand il se sent semblable des autres. Il est prêt à payer, à partager ses moyens quand il a conscience de l'autre. D'un point de vue historique, la réduction des inégalités a été un long mouvement à une époque où les sentiments de solidarité et de fraternité imprégnaient fortement la société. Le premier point qui poussait alors les personnes à se soucier des autres est la vision de la société comme un organisme dans lequel chacun occupe une position qui dépend de celle des autres: les paysans dépendent des ouvriers qui dépendent des patrons qui dépendent des employés, etc. C'était une image fonctionnelle de la vie sociale. Le second point réside dans la vision de la politique démocratique comme une représentation de la vie sociale. Ainsi, les ouvriers votaient à gauche, les patrons à droite. La politique reflétait les rôles sociaux de chacun et de chacune. Troisième point, particulièrement en France: la société se regroupait autour de l'idée de « nation » formant une sorte d'identité homogène.

Ces trois éléments se sont fractionnés aujourd'hui. L'économie a perdu sa nature d'intégration pour devenir plutôt une machine à exclure. La vie politique est perçue par la moitié des citoyens comme corrompue ou inintéressante, à tel point que la majorité vote contre plutôt que pour un projet. Nous

sommes dans des sociétés pluriculturelles: les personnes circulent, elles prennent les moyens de transports modernes, les produits culturels dépassent les frontières et le mélange marque nos sociétés.

Ces facteurs ont cassé les sentiments naturels de solidarité. L'enjeu aujourd'hui est donc d'apprendre à vivre avec des citoyens de plein droit qui ne sont pas culturellement ou socialement identiques.

S&F: Dans cette nouvelle société, quels sont les leviers pour reconstruire de la solidarité ?

F.D.: Pour refonder le sentiment de solidarité, il est impératif de refonder la vie démocratique. Cela suppose une conscience du pouvoir politique et une volonté de sa part: éviter le cumul des mandats, limiter ces derniers dans le temps, donner une représentation aux minorités sociales ou lutter contre la corruption. Les politiques aujourd'hui sont ainsi coupables de ne pas avoir assez confiance en la démocratie et dans la capacité des citoyens à comprendre une situation complexe quand elle leur est expliquée.

Les politiques d'austérité cassent un peu plus les sentiments de solidarité. Ce n'est pas tant dû au fait des économies qu'elles exigent mais bien parce qu'il s'agit d'une austérité profondément inégalitaire. Les décideurs politiques choisissent de ne pas faire payer tous les acteurs en fonction de leurs moyens, cassant ainsi les dernières miettes de sentiment de solidarité et alimentant l'illisibilité des systèmes de redistribution dans la tête des citoyens. ■■■

1. *La préférence pour l'inégalité*, de François Dubet, éd. Seuil/La République des idées, 112 pages



Par **Didier Vrancken**, professeur de Sociologie à l'Université de Liège et co-directeur de la Maison des Sciences de l'Homme-ULg

LASSITUDE DE LA SOLIDARITÉ ET MONTÉE DE RELENTS POPULISTES

Un véritable phénomène de « lassitude de la solidarité » s'est emparé de la population, plus particulièrement auprès des publics nés et ayant étudié, vécu, travaillé sous le regard bienveillant des États-providence occidentaux. Les problèmes récurrents liés à l'emploi, le maintien d'un chômage de longue durée, les craintes pesant sur l'avenir des retraites et l'émergence de poches de pauvreté ont contribué à éroder la confiance en nos régimes de protection sociale.

À la croyance en de meilleurs lendemains pour les générations futures ont fait place le désarroi, le ressentiment, voire la peur de l'autre. Un profond doute s'est installé quant à la capacité des programmes sociaux de continuer à assurer non seulement une qualité de vie mais aussi une égalité de positions et de places au plus grand nombre.

Une solidarité en déliquescence

Les dernières élections européennes ont illustré combien la plupart des pays sont désormais traversés par un même mouvement: les groupes les plus intégrés ne souhaitent plus « payer » aveuglément pour les plus pauvres! Dans de nombreux pays relativement prospères, comme la Norvège ou la Suisse (pays toutefois hors Union européenne), s'observerait une tendance au « chauvinisme du bien-être ». Celle-ci se traduit notamment par la montée de votes populistes exprimant tant une fierté à l'égard d'une prospérité préservée qu'une peur face à la mondialisation et à l'immigration, toutes deux perçues comme de véritables menaces planant sur le bien-être des autochtones.

Au-delà, nous assistons, partout en Europe, à une montée de partis populistes, voire d'extrême droite ou d'une droite très conservatrice parfois héritière de toute une longue tradition historique. Ces différents partis atteignent désormais des

scores non négligeables et pèsent sur le jeu politique quand ils ne se retrouvent pas clairement au pouvoir (comme la N-VA en ce moment en Belgique!). Il est certes peu aisé de tirer des lignes d'interprétation d'un phénomène aussi général et autant tributaire des spécificités nationales et régionales. Mais retenons que le discours populiste et xénophobe de la plupart de ces partis s'appuie souvent sur l'identification d'un double péril.

L'Union européenne, tout d'abord. À leurs yeux, elle incarne souvent une véritable menace pour la souveraineté des États. L'immigration ensuite. Perçue à travers la pression continue qu'elle exercerait sur les dépenses sociales au détriment des autochtones, elle serait jugée comme étant à l'origine d'un péril pour les fondements et l'équilibre budgétaire des États. Elle est encore identifiée comme une menace pour les valeurs, les croyances, les traditions autochtones notamment face à la montée de l'islam. Alors que la plupart de ces partis populistes ont été historiquement et très longtemps hostiles à toute intervention de l'État en matière économique, force est de constater qu'ils ont considérablement revu leur position en prenant souvent fait et cause pour la défense des travailleurs fragilisés par la désindustrialisation et la crise de l'emploi. Certains n'ont d'ailleurs pas hésité à insister sur la nécessité du maintien d'une puissance publique nationale suffisamment protectrice.

Travailleurs actifs versus « inutiles » à exclure

Cette volonté de préserver un modèle de développement et de prospérité s'accompagne d'un vaste mouvement critique d'inspiration néolibérale en appelant à la fin des « dépenses inutiles » et des « rigidités bureaucratiques » au nom de plus de libertés individuelles. Là où l'extrême droite du XX^e siècle s'attaquait clairement aux fondements du libéralisme et de l'économie de marché, le discours contemporain des partis populistes prend acte du fait libéral. Tout en misant sur le maintien de protections fortes, ces partis en appellent *in fine* à un régime de politiques sociales renouvelées autour de travailleurs actifs qui s'impliquent davantage, travaillent, méritent et se lèvent tôt, plutôt qu'à un modèle jugé trop passif, trop collectiviste, voire trop coûteux, devant rompre avec ceux et celles qui semblent évoluer aux crochets de la bienfaisance publique. Se verraient directement visés les publics à leurs yeux incapables de produire les efforts nécessaires pour s'intégrer au marché de l'emploi, aux valeurs et à la culture des autochtones. Les groupes les plus intégrés à

la société apparaissent de moins en moins enclins à payer aveuglément pour ceux et celles – chômeurs de longue durée, familles monoparentales, bénéficiaires de l'aide sociale, personnes peu qualifiées, jeunes isolés, immigrés en particulier en provenance de pays musulmans, personnes âgées isolées et précaires – qui ne leur semblent plus contribuer à la richesse collective puisqu'ils ne partagent même plus ce triste privilège d'être exploitables. Parfois, les attaques portées le sont pour des raisons linguistiques et/ou culturelles. Les inutiles au monde deviennent alors par exemple les Italiens du sud ou les Wallons trop fainéants. La lassitude de la solidarité condamne, humilie, isole et parfois éructe. Elle ne construit pas un monde commun! ■■■

Didier Vrancken est l'auteur de l'ouvrage *Le Crépuscule du social*, publié en 2002 et réédité en 2014.

CARTE DE SOUTIEN
2014 | 2015

SOUTENEZ UN JOURNAL ENGAGÉ!

Libres, ensemble
CALLÉ
Centre de Recherche en Sociologie
Université de Liège

Votre **CARTE DE SOUTIEN** est dans ce numéro...

ACHETEZ-LA!

Informations : **Karin Walravens**
au 04 232 70 06 • grf@calliege.be



Par **Romain Pasteger** pour l'Audit Citoyen de la Dette (ACiDe) Liège

LA DETTE : CAUSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE ?



© © © Flickr.com - Odium International

Un mal qui répand la terreur, la dette, semble être venu se rappeler à nos comptes depuis plusieurs années. Enjeu politique et économique, celle-ci semble commander les grandes orientations économiques de l'Europe plongée dans la crise. En Belgique, le remboursement de la dette pèse environ 20 % du budget annuel de l'État. Cela pose donc des questions, mais qui sont jusqu'à maintenant niées par les autorités publiques et les grands médias.

La dette en Belgique vient, comme ailleurs, de loin : dans les années 80, notre pays a dû plusieurs fois emprunter à des taux confiscatoires (jusqu'à 14%) auprès des banques privées. Il a également dû recourir davantage à l'emprunt public en raison des réformes fiscales en faveur des ménages les plus aisés ainsi que de la diminution du taux moyen d'imposition effectif des entreprises (12% en 2009, au lieu du taux légal de 33,99%). La dette publique a également fortement augmenté depuis la crise de 2008 provoquée par les banques: la Belgique est ainsi passée d'une dette de 84% à 104% du Produit Intérieur Brut (PIB), soit de 285 à 413 milliards d'euros! Au-delà du sauvetage

des banques (35 milliards d'euros en Belgique) effectué via l'emprunt public, la crise elle-même et la gestion qu'en font les autorités nous entraîne dans un cercle vicieux.

Pas d'alternative... vraiment ?

En effet, jusqu'à présent, les réponses à cette crise ont pour l'essentiel suivi une doxa commune à toute l'Europe, sous différents oripeaux: l'austérité. De grands producteurs de discours (institutions, gouvernements, « experts », certains éditorialistes...) prétendent en effet que l'État a vécu en fanfaron au-dessus de ses moyens et qu'il nous faut réduire les dépenses publiques. Les rationnels du rationnement parleront de « réformes structurelles », les hygiénistes de la tirelire de « rigueur », les timoniers téméraires de « gouvernance ». Résonne alors comme un tocsin les « Nous n'avons pas le choix » ou « Il n'y a pas d'alternative ».

Il n'empêche. Lorsqu'on compare, sur les 30 dernières années, les dépenses de l'État par rapport à la richesse produite, on constate une étonnante stabilité (autour de 43% du PIB, selon la Banque Nationale de Belgique). Nous assistons cependant à une série de réductions budgétaires essentielles (santé, transports, services publics, culture, justice, enseignement...) et de sacrifices infligés à une bonne partie de la société. Par ailleurs, l'économie reste en berne, la demande se tasse, le crédit est restreint, l'emploi se détériore voire se détruit, la classe moyenne se décline, les recettes fiscales diminuent et la dette augmente... Pourtant, on pontifie encore à force de traités, de discours et de rapports pour respecter ce sacro-saint « équilibre budgétaire » en coupant dans les dépenses publiques. Mais à qui profite le dogme?

Afin de limiter leur déficit budgétaire pour éviter de mauvaises notes auprès des agences de notation et ainsi rassurer les « marchés », les États empruntent aux institutions financières privées. Ces dernières empruntent à leur tour la somme demandée à la Banque centrale européenne à des taux d'intérêt ridiculement bas, pour la prêter ensuite aux États à des taux pharaoniques, et empochent la différence. Ces États, qui ont renoncé à réguler le secteur financier, n'ont d'autre choix que de rembourser des sommes toujours plus grandes, creusant leur propre dette dans un cercle vicieux.

Informez les citoyens sur les mécanismes de la dette

Cependant, plusieurs associations en Europe s'élèvent contre cette tyrannie en réclamant un « audit citoyen ». Cette démarche permettrait, entre autres, de savoir qui détient réellement la dette publique (en Belgique, la majorité de nos créanciers sont des grandes institutions financières, et moins de 2% de la dette publique est détenue par des particuliers). La question de la légitimité de la dette serait également posée lors d'un tel audit. Divers instruments de droit international existent en la matière pour permettre d'annuler une partie de la dette si celle-ci résulte d'une spéculation excessive ou des risques inconsidérés pris par le secteur privé, ou encore si les principes de l'État de droit démocratique et les droits humains fondamentaux sont bafoués... L'argent ainsi récupéré pourrait être réinvesti dans la société et pas dans un transfert de richesses au profit d'une minorité.

Le but d'une campagne d'audit citoyen est, enfin, de sensibiliser la population à ce sujet maltraité et de proposer un contrôle régulier de celle-ci sur la dette publique. Depuis la crise, des pays comme l'Islande ont eu le courage politique d'entamer une démarche semblable. La Belgique docile, le « bon élève de l'Europe », compte pourtant diverses associations et individus qui se sont engagés à faire de la dette publique une question politique où le choix refait irruption dans le discours.

Car la question du règlement de la dette touche bien à celle, plus large, de la démocratie. Si l'on ne veut pas que les élections s'appauvrissent en un choix de comptables, il faut pouvoir sortir du carcan idéologique et économique où l'Europe s'est laissée enfermer. Des instruments existent. À nous de nous en emparer. ■■■

Pour en savoir plus : www.auditcitoyen.be



Entretien avec **Julien Dourgnon**. Propos recueillis par Grégory Pogorzelski

L'ÉGALITÉ, UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

Julien Dourgnon est professeur de Sciences économiques, ancien conseiller politique au cabinet de ministre du redressement productif français (2012-2014) et référent de la commission revenu de base à *Nouvelle Donne*¹. Il revient sur les alternatives aux politiques d'austérité.

Salut & Fraternité: Que propose Nouvelle Donne comme alternative aux politiques dites d'austérité ?

Julien Dourgnon: L'économie est un organisme. Sans une bonne circulation sanguine, les organes privés d'oxygène se nécrosent. Couper dans les dépenses de l'État et des ménages, vider les carnets de commande des entreprises, c'est couper cette circulation.

Nouvelle Donne propose de rétablir cette circulation : créer de la monnaie pour promouvoir la transition écologique, refinancer la dette publique à un taux presque nul, séparer banques de dépôt et banques d'investissement, passer à la semaine des quatre jours, et une réforme massive du système fiscal français, particulièrement inégalitaire et en défaveur des petits revenus.

S&F: Pour quelles raisons ?

J.D.: Toutes les analyses montrent que le décalage de revenus le plus haut s'enrichit à vive allure tandis que les revenus des déciles les plus bas stagnent ou régressent. Dans les années 60, les plus hauts revenus d'une entreprise gagnaient 30 à 40 fois le salaire le plus bas, et on s'en inquiétait déjà ; aujourd'hui cet écart peut dépasser les 300 fois. Et les plus aisés peuvent échapper à l'impôt par des techniques inaccessibles aux plus pauvres par leur complexité et leurs coûts.

Cet écart est notamment la conséquence du progrès technique. Aujourd'hui, le travail automatisé – les robots, les logiciels – permet de produire beaucoup plus avec beaucoup moins d'effort. Les richesses produites reviennent ensuite au capital, qui possède ces outils de production, mais le salaire des travailleurs qui

produisent ces richesses stagne, et les chômeurs se multiplient.

Au final, nous vivons une crise de surproduction. Nous produisons bien plus que nos besoins, mais les travailleurs et les chômeurs n'ont pas les moyens d'acheter cette production.

S&F: À vous entendre, sortir de cette crise, c'est réduire les inégalités.

J.D.: C'est évident. D'un côté il faut réduire cette inégalité de revenus : une société ne peut durer, ni se développer ni même innover si toutes ses couches ne profitent pas de cette capacité de production, de confort. Répartir les richesses, c'est du développement humain durable.

De l'autre, il faut aussi réduire les inégalités dans la répartition du travail. Toutes les sociétés humaines ont voulu libérer ses membres du travail pénible. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, le sens du progrès, c'est travailler moins pour gagner plus. On devrait se réjouir des chiffres du chômage : ils montrent que notre confort est possible avec moins de travail. Pourquoi forcer les gens à travailler toute leur vie alors que ce n'est plus nécessaire ?

Un revenu de base, versé à tous sans condition, pourrait faire d'une pierre deux coups. Permettre à ceux qui le veulent de réduire leur temps de travail en compensant leur perte de revenus, et répartir plus équitablement ces richesses créées par ce progrès dont nous, citoyens d'une société qui le rend possible, sommes tous les ayants-droits. Après la santé et la retraite pour tous, ce revenu de base pourrait être le pilier de la sécurité sociale du XXI^e siècle.

S&F: Pourtant, « Donner de l'argent pour rien faire » est une idée qui révolte beaucoup de gens...

J.D.: C'est la principale objection au revenu de base. Hors de l'emploi, on ne pourrait que « rien faire ». On parle de loisir, de repos, d'inactivité. Il faut bousculer, casser cette image. S'occuper de personnes âgées, des enfants, coder des logiciels libres, apprendre une langue étrangère, lire même, ce n'est pas « rien faire ». Cela participe à construire cette société qui rend tout progrès possible.

Ces activités méritent d'être rémunérées par la collectivité. Diminuer le temps de travail et

mettre en place un revenu de base me semble beaucoup plus crédible qu'un hypothétique retour du plein emploi.

Les idées qui émancipent font peur. Réduire le temps de travail libère les pensées et les actes, permet de changer la société. Ceux qui profitent de la société telle qu'elle est en sont naturellement inquiets. Regardez les congés payés : les puissants y étaient hostiles. Mais il ne faut pas accuser ceux qui résistent. Il faut les convaincre. Il est nécessaire de combattre cette révolution libérale, qui depuis les années 80 tue toute idée d'émancipation pour le plus grand nombre. ■■■

1. *Nouvelle Donne* est un mouvement politique français de gauche lancé le 28 novembre 2013 par Pierre Larrourou. Il se positionne principalement sur les questions économiques, sociales et environnementales et pour le renouvellement des pratiques démocratiques.

Librairie Stéphane Hessel

« Le motif de la résistance c'est l'indignation »
Stéphane Hessel

Retrouvez une sélection d'ouvrages adultes et jeunesse sur les thèmes : Histoire • Émancipation • Féminisme • Questions sociales • Seconde guerre mondiale • Travail de mémoire • Dialogue des cultures • ...

Des romans thématiques sont également proposés aux lecteurs.

Ouverture du mardi au vendredi de 10h à 16h et les samedis et dimanches de 10h à 15h. Fermeture le lundi. Prolongation des plages d'ouverture jusqu'à 18h pendant toute la durée de l'exposition « L'art dégénéré selon Hitler ».

Cité Miroir • Place Xavier Neujean 22 • 4000 Liège
librairie@citemiroir.be • 04 250 99 59

LA CITÉ MIROIR SAUVENIERE

LA LAÏCITÉ EN ACTIONS DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

LA MDA, « L'INFO DES JEUNES » UNE ÉQUIPE AU SERVICE DES JEUNES !

En passant à proximité du pont de Seraing, personne ne peut rater les deux grands buildings situés sur la rive gauche de la Meuse ! C'est au pied de ces tours que s'est installée depuis maintenant 24 ans la MDA, « l'Info des Jeunes », à quelques mètres de la gare routière.

Centre d'information reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'association accueille des jeunes entre 12 et 26 ans de façon anonyme, gratuite et libre. Il a pour but de favoriser l'analyse et la prise de conscience par les jeunes, des éléments sociaux, culturels, économiques et politiques qui les entourent. Ainsi, l'équipe répond quotidiennement aux nombreuses sollicitations des adolescents en matière d'aide à la recherche d'informations et de jobs d'étudiants, à la rédaction de travaux scolaires ou encore à la mise en place de multiples manifestations et projets visant à rencontrer les préoccupations des jeunes générations.

Mais au-delà du centre d'info, la MDA, « l'Info des Jeunes », ce sont aussi des voyages culturels, des découvertes, des visites de lieux, ... Bref, autant de possibilités pour les adolescents de vivre une expérience enrichissante, d'apprendre à vivre ensemble, à respecter la différence, à s'enrichir d'autres cultures, à partager des passions, à construire ensemble... En un mot, à devenir un Citoyen Responsable Actif Critique et Solidaire (CRACS). Toutes les activités proposées par l'association sont en effet l'occasion de transmettre des valeurs, de sensibiliser à une problématique, de permettre un échange et de donner une information de manière participative.

Poussons la porte à la rencontre de son équipe !

Entretien avec l'équipe de la MDA, « l'Info des Jeunes ». Propos recueillis par Dorothy Bocken

DES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES QUESTIONS ET LA VIE DES JEUNES

Salut & Fraternité: Quels services propose la MDA, « l'Info des Jeunes » ?

L'équipe de la MDA, « l'Info des Jeunes » : Outre les demandes d'aide et d'informations sur divers sujets, nous organisons également des activités extra-muros qui se déroulent très souvent à des périodes symboliques: journée des droits de la Femme, de lutte contre le sida... Depuis dix ans, nous mettons également sur pied des décades thématiques sur des sujets variés, mais toujours en lien avec les questions et la vie des jeunes, comme les métiers de la route ou des arts et du spectacle, la sexualité, l'enfermement... La prochaine décade prévue en février 2015 est d'ailleurs axée sur les métiers présents sur le site de Liège Airport. Beaucoup sont méconnus et pourtant, il y a là un potentiel d'emploi très impressionnant à découvrir.

S&F: Qui pousse la porte de la MDA, « l'Info des Jeunes », et pour quelles raisons ?

MDA: Notre public est très varié. Il s'agit avant tout d'accueillir tout jeune entre 12 et 26 ans, mais il nous arrive aussi de recevoir des adultes, des parents ou encore des élèves de la fin du primaire. Nous sommes entourés d'établissements scolaires différents, du secondaire polytechnique ou professionnel au supérieur.

→ Prochainement: un parcours symbolique, ludique et didactique pour aborder l'adolescence

Il y a une dizaine d'années, la plupart de nos visiteurs venaient à la recherche de réponses sur ce qui touche de près ou de loin à la sexualité, les maladies sexuellement transmissibles, les planings familiaux, la contraception... Aujourd'hui, les demandes sont beaucoup plus variées et se concentrent aussi autour de la recherche d'emploi, dont les jobs étudiants, mais aussi tout ce qui concerne l'orientation scolaire et la rédaction de curriculum vitae pour les contrats d'apprentissage (Centre d'éducation et de formation en alternance — CEFA, Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises — IFAPME...). Ces demandes sont plus nombreuses qu'avant, et elles s'étendent de plus en plus vers le job d'étu-



Photo MDA

diant à l'année. Nous sommes aussi amenés à les aider dans la réalisation de travaux scolaires, mais leurs questions sont très larges et concernent également l'émancipation, les dépendances, l'aide sociale...

S&F: Le mot « militant » évoque-t-il encore quelque chose chez les jeunes ?

MDA: Parmi les jeunes qui fréquentent nos services, plusieurs sont sensibilisés à de grandes causes et certains nous sollicitent même pour les aider dans leurs démarches en vue de mener un projet par exemple en matière de santé ou d'aide aux populations africaines... On parlera plutôt

savoir 39 jeunes conseillers très actifs et très impliqués sur les sujets sociétaux.

Les jeunes ont donc toujours de l'intérêt pour se mobiliser, mais peut-être davantage en groupe et de façon encadrée.

S&F: Quelques mots sur votre nouveau projet d'envergure...

MDA: Dans le cadre de notre mission d'éducation permanente et suite aux nombreux constats de manque d'informations relatives aux problèmes liés à l'adolescence (vie sexuelle, dépendances, image de soi, santé...), nous souhaitons étendre notre information à un domaine réservé aux questions liées à l'adolescence via l'ouverture d'un parcours symbolique, ludique et didactique, unique en Belgique.

Il a été pensé pour répondre aux questions que se posent régulièrement les adolescents mais il sera bien sûr accessible aux adultes, parents, professionnels et acteurs de terrain. À travers des outils pédagogiques, des vidéos, des modules et autres jeux interactifs, le visiteur aura la possibilité de s'informer, de débattre, d'échanger et de réfléchir à des sujets tels que la vie sexuelle, relationnelle et affective, le bien-être, l'usage des réseaux sociaux, la violence, les préjugés, les addictions, etc. Le projet a reçu son premier coup de pinceau le 20 mai 2014 et l'équipe travaille activement à la rénovation des lieux et à l'aménagement des pièces thématiques et espère pouvoir ouvrir au public prochainement. ■■■

Informations complémentaires via l'adresse

www.mda-mysteresdelado.be

Par ailleurs nous avons en charge la gestion du Conseil communal de la jeunesse de Seraing, à

LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par **Renaud Erpicum**, coordinateur au service Actions locales

DES ENFANTS FIERS DE LEUR ÉCOLE

Dans le quartier du Molinay à Seraing, afin de lutter contre l'échec et la fracture scolaire, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège organise des Ateliers de Soutien à la Réussite en partenariat avec les enseignants de l'école communale Morchamps. Afin de travailler les éléments favorisant l'émergence

d'un contexte favorable au développement de cette offre de soutien pédagogique, toute une série d'animations ÉCOLE+ sont menées en parallèle.

Ainsi les Tables de discussions visent, par le biais du jeu, à familiariser les enfants allophones de

maternelles avec les bases du français tandis que les Lectures contées, adressées aux classes primaires permettent de développer un travail de vocabulaire, compréhension à l'audition, expression orale et pour les plus avancés, une initiation au débat. Nouveaux venus cette année, les projets RÉCRÉA+ et JEUX+ visent respectivement à travailler la formation de l'équipe éducative aux techniques de gestion des dynamiques de groupe et à échanger des outils d'animations ludiques.

Le 27 septembre, les délégués de l'équipe des ateliers ont organisé la première journée ÉCOLE+ qui avait pour thème *Mon apprentissage, mon école, j'en suis fier!* Une belle réussite, puisqu'elle a rassemblé une trentaine d'enfants qui sont venus débattre de leurs apprentissages, de leur école et de la perception qu'ils avaient de ceux-ci. Un studio photo a ensuite permis d'adresser aux uns et aux autres un message très clair : *Soyez fiers les amis!* De quoi bien démarrer l'année! ■■■



Par **Céline Martin**, coordinatrice du service Démocratie et cultures

UN DEUXIÈME OUVRAGE... POUR AUX LIVRES, CITOYENS!

Début 2015 sortira l'ouvrage *L'évaluation entre partenaires: une question d'égalité*. Il relate une expérience vécue d'évaluation intégrée à l'action et réalisée en partenariat par des opérateurs culturels de différents secteurs. L'enjeu? Mettre en commun l'évaluation des actions comme une opportunité de sens pour le projet, les professionnels et les personnes participantes. Le récit est par ailleurs interrogé et nourri par les apports de quatre experts d'horizons divers (académique, associatif, de la formation et de l'inspection): Marianne Hugon, Michel Piriou, Cécile Paul et Luc Carton. Publié aux éditions du Cerisier, il sera consultable gratuitement sur internet.

L'évaluation entre partenaires: une question d'égalité est la deuxième production issue de l'opération *Aux Livres, Citoyens!* menée par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, les Territoires de la Mémoire asbl et la Bibliothèque

Centrale de la Province de Liège depuis 2005. Elle a touché pas moins de 4 000 personnes lors de la dernière édition. ■■■

Ce livre vise à entretenir chez le lecteur la conviction que l'évaluation est plus qu'une contrainte nécessairement subie par les travailleurs socio-culturels dans la période d'austérité que nous traversons. Il réaffirme avec force le paradigme d'action culturelle qui consiste à reconnaître à chacun(e) à égalité une puissance d'agir individuelle et collective.



Par **Catherine Maréchal**, directrice adjointe des Actions provinciales

FEMMES, ENTRE COMBAT POUR L'ÉGALITÉ ET RÉSISTANCE

Du 13 au 27 octobre, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a initié une réflexion en profondeur avec le public sur les droits des femmes, leur effectivité dans notre société et la résistance dont elles font preuve face aux injustices et aux violences.

Plus de 1000 jeunes et moins jeunes, hommes et femmes ont été informés et ont travaillé à déconstruire les représentations stéréotypées qui imprègnent tout un chacun grâce aux expositions, films, table ronde, concert, ballade historique et militante, débats et animations assurés en colla-

laboration notamment avec le Collectif contre les violences et les exclusions familiales. Ainsi, si la question a ses facettes douloureuses, les violences physiques et morales dont ont témoigné les femmes entre autres autour de l'exposition de la Fédération Wallonie-Bruxelles *Vous ne pouvez pas rester comme ça madame* et la conférence d'Amnesty International, ces dernières démontrent également qu'il est possible de réagir et de se reconstruire. Le chemin à parcourir pour débusquer les stéréotypes avec l'exposition *Elle = Lui* (voir ci-dessous) reste aussi une réalité.

Le succès de fréquentation remporté par les animations montre que la nécessité de débattre de l'égalité et de la représentation de genre est une nécessité. Car l'égalité des droits entre toutes et tous est un combat qu'il faut continuer à mener en questionnant nos représentations et nos pratiques. ■■■



Par **Christophe Corthouts**, délégué au service Animations

ELLE = LUI: L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME N'EST PAS (ENCORE) UNE ÉVIDENCE



En octobre dernier, lors de la quinzaine « Résistance des Femmes en Actes », le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège proposait de (re)découvrir l'exposition *Elle = Lui*, conçue par Picardie Laïque. Au travers de quatre modules, les visiteurs étaient invités à questionner les rôles des hommes et des femmes au sein des médias, de la publicité, de la vie quotidienne...

Et de proposer des pistes pour renforcer encore un mouvement égalitaire engagé... Mais qui se voit encore et toujours ralenti par des représentations, des réflexes, des préjugés, difficiles à combattre.

Près de 150 adultes, conviés par diverses associations liégeoises ont pu confronter leur représentation de la place des hommes et des femmes

dans notre société. L'occasion de découvrir que l'égalité semble une « évidence » pour la majorité des visiteurs, mais l'application de ce bel idéal au quotidien se heurte encore à de nombreux obstacles. Les stéréotypes ont la vie dure, les images véhiculées par la publicité, le cinéma, la télévision, continuent d'influencer fortement la représentation des genres dans notre inconscient collectif. Ce genre d'exposition, articulée autour du débat, de l'échange, de la confrontation des idées, prend d'autant plus d'importance alors que le fonctionnement même de nos systèmes politiques, économiques et sociaux est toujours bâti sur une représentation déséquilibrée, offrant davantage de liberté, d'ouvertures, d'opportunités aux hommes.

Cette quinzaine a permis de faire le point sur les combats qui ont mené à davantage d'égalité, mais elle a surtout mis en lumière le chemin qu'il reste encore à parcourir. ■■■

L'austérité est-elle nécessaire ?

Salut & Fraternité a posé la question à deux intervenants d'horizons différents.

Par **Corentin de Salle**, directeur scientifique du Centre Jean Gol

CALQUER SES DÉPENSES SUR SES RECETTES, CE N'EST PAS DE L'AUSTÉRITÉ, C'EST DU BON SENS

Ce ne sont pas les politiques d'austérité qui, comme on l'entend trop souvent, cassent l'activité économique et engendrent chômage, baisse des salaires et misère dans les divers pays européens. C'est, en réalité, le surendettement croissant des États durant plusieurs décennies d'insouciance budgétaire qui place désormais les gouvernants dans l'obligation de réduire les dépenses publiques afin d'espérer atteindre l'équilibre budgétaire à brève échéance. Cela a-t-il vraiment un sens de prétendre à un ménage les pires catastrophes s'il s'entête à freiner ses dépenses alors qu'il est déjà surendetté et qu'il continue d'emprunter ?

Par ailleurs, de quoi parle-t-on quand on dénonce les politiques d'austérité en Europe ? Quand on regarde de plus près les chiffres officiels de la Commission européenne, on se rend compte de deux choses : d'une part, les dépenses publiques n'ont pas diminué. Elles se sont stabilisées (cas de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie ou de l'Angleterre) et, dans certains pays (comme en France), ces dépenses continuent même d'augmenter ! D'autre part, à l'échelon européen, pour un 1 €

de diminution des dépenses publiques, on a augmenté les impôts de 9€ ! La Belgique s'est, heureusement, montrée plus courageuse en matière de réduction des dépenses. Ce n'est pas l'austérité qui cause actuellement des ravages en Europe mais la pression fiscale démentielle qui lamine nos économies et étrangle la classe moyenne.

Autre contrevérité : en équilibrant leurs budgets, les États européens se condamneraient, dit-on, à l'austérité pour demain. Quelques économistes (Krugman, Stiglitz, etc.) affirment que l'austérité n'est pas ce qui convient actuellement. Si, par austérité, ils entendent le renforcement hallucinant de la pression fiscale punissant la classe moyenne, je suis d'accord avec eux. Par contre, ceux qui affirment que la réduction des dépenses conduit à une impasse ont tort. Une récente étude de l'Université Harvard¹ démontre scientifiquement que, après une baisse substantielle des dépenses publiques, trois ans suffisent pour relancer la croissance et créer des richesses. Cette conclusion ne repose pas sur les opinions éditoriales de quelques gourous que la gauche aime à célébrer mais sur une très vaste collection de

données empiriques dans 15 pays (dont la Belgique) ces 20 dernières années.

Quoi qu'il en soit, ceux qui préconisent le relâchement de l'effort budgétaire appellent clairement à tirer des chèques en blanc sur les générations futures qui, si on les écoutait, subiraient, de plein fouet, des coupes budgétaires autrement plus douloureuses que les sacrifices actuels. D'ailleurs, n'est-ce pas en raisonnant de cette manière que leurs prédécesseurs idéologiques nous ont plongé dans la situation que nous connaissons aujourd'hui ? Personne n'aime l'austérité. Mais aligner ses dépenses sur ses recettes, ce n'est pas de l'austérité, c'est du bon sens. C'est de l'optimisation dont le but premier est la préservation et la protection de l'État-providence afin que ce dernier puisse continuer à assurer ses missions essentielles (sécurité, éducation de qualité, soins de santé performants, etc.). ■■■

1. Alberto Alesina, Carlo Favero and Francesco Giavazzi, *The output effect of fiscal consolidations*, August 2012, NBER Working Paper No. 18336. L'étude est téléchargeable gratuitement sur le site de l'Université Harvard : <http://goo.gl/8Sh2bP>

Par **Nicolas Latteur**, collaborateur au Centre d'Éducation Populaire André Genot (CÉPAG)

L'AUSTÉRITÉ, UN INSTRUMENT DE POUVOIR

L'austérité est-elle nécessaire ? Oui, elle l'est. Mais pour qui ? Et de quelle nécessité parle-t-on ? L'austérité est le principe fondateur des politiques menées en Europe. Les gouvernements rivalisent dans la compétition à la diminution des dépenses publiques. Fédérations patronales, économistes mainstreams, dirigeants politiques préviennent des risques encourus si les comptes publics ne sont pas remis sur le droit chemin.

Derrière cet intégrisme budgétaire se cachent des arbitrages politiques. La dette publique et l'austérité sont des instruments de pouvoir. L'endettement résulte principalement de la fiscalité avantageuse dont bénéficient depuis plusieurs décennies les couches sociales les plus fortunées. Elle leur permet de faire d'une pierre trois coups ! Ces classes nanties contribuent moins aux frais généraux de la société (équipements collectifs, protections sociales, ...). Ensuite, elles peuvent en faisant crédit aux États (par l'intermédiaire des institutions bancaires et des marchés financiers) obtenir sous la forme de remboursements d'intérêts un nouveau transfert de richesses en leur faveur. Enfin, le désinvestissement de l'État

dans les équipements collectifs et les protections sociales offre des opportunités de profit à des capitaux (assurances santé, pension, ...).

Loin de réduire l'endettement, l'austérité engendre également un surcroît de chômage. C'est le levier qui permet de dégrader les conditions d'emploi et de salaire. Elle permet d'atteindre un objectif central : le rétablissement de la rentabilité du capital. L'histoire de l'austérité est celle de la mise en dépendance de la société aux appétits aveugles de la finance capitaliste. Cette dernière s'en prend aux éléments socialisés du salaire (moyens affectés à des systèmes collectifs et publics) et tente de s'approprier une part des richesses affectées à la satisfaction des besoins sociaux.

L'austérité est donc nécessaire pour rétablir la rentabilité du capital mais elle est suicidaire car elle éloigne les sociétés de réponses progressistes aux inégalités sociales et aux questions environnementales.

C'est donc à la définition d'une autre nécessité qu'il est urgent de s'atteler, celle d'une politique qui

s'oriente vers la satisfaction des besoins sociaux et qui intègre les questions environnementales. Elle passe par la mise en cause des instruments qui maintiennent et approfondissent les inégalités. C'est pourquoi l'évaluation de la légitimité de la dette et son annulation totale ou partielle sont indispensables. Tout comme l'est la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire avec embauche compensatoire afin de lutter contre le chômage. L'idée centrale est de combiner une stratégie de défense des conquêtes sociales et une perspective offensive de contrôle démocratique sur ce que l'on fait avec les richesses produites (dividendes ou créations d'activités utiles) et sur l'utilisation des impôts (subventionner le capital ou financer des services publics).

Cette alternative nécessite la construction d'autres rapports de force qui paraissent inaccessibles aujourd'hui. Il ne faut certainement pas sous-estimer la difficulté de la tâche mais il serait suicidaire de supposer d'emblée son impossibilité. ■■■



Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'est paré d'une devanture en accord avec les valeurs qu'il défend. Celles-ci s'affichent aux yeux des visiteurs de passage dans le bâtiment. Citons entre autres l'esprit critique, les droits humains, la solidarité, l'engagement et, bien entendu, la laïcité elle-même ! Pour nous trouver, l'entrée se fait par le Boulevard de la Sauvenière, 33-35. Bienvenue à vous !



On se sent parfois seul à faire le premier pas pour changer le monde. Submergés par les messages individualistes et alarmistes, nous pouvons douter qu'une société plus juste, plus humaine, plus solidaire soit possible.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège travaille à une société où les libertés de chacun soutiennent le bien de tous. Ses acteurs pavent ensemble la route vers cette société jour après jour, action après action.

Aujourd'hui, nous sommes nombreux à avancer vers une société plus juste. En 2015, plus que jamais, marchons vers un monde où nous serons...

LIBRES, ENSEMBLE

LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE SOUTIENT LES MOBILISATIONS EN FAVEUR D'UNE SOCIÉTÉ JUSTE ET SOLIDAIRE !

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a soutenu et participé aux manifestations des 17 octobre et 6 novembre derniers.

Celles-ci rejoignent les engagements de l'association publiés dans son Manifeste et dans ses prises de position. Ainsi, notre association tient ainsi à réaffirmer son rôle d'actrice dans la construction d'une société que nous revendiquons plus humaine et fraternelle.



0493 259 359

À votre service tous les jours, week-ends et jours fériés inclus pour vous accompagner dans vos démarches

En partenariat avec les associations laïques

L'ART DÉGÉNÉRÉ SELON HITLER

17.10.14 > 29.03.15
LA CITÉ MIROIR | LIEGE
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean, 22
4000 Liège
+32 (0)4 230 70 50
www.citemiroir.be

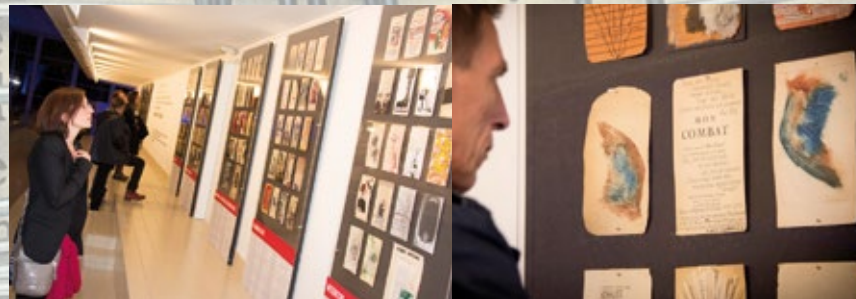


La vente de Lucerne
CHAGALL
CORINTH
DERAIN
ENSOR
GAUGUIN
KOKOSCHKA
PASCIN
PICASSO
...

L'ENTRÉE COMPREND L'ACCÈS À

LINDA ELLIA NOTRE COMBAT

PROLONGATION EXCEPTIONNELLE



Mein Kampf revisité
par plus de 250 artistes
contre la haine

www.territoires-memoire.be/notrecombat



MNEMA
Cité Miroir

TERRITOIRES
de la MÉMOIRE

bal
musée des beaux-arts de Liège

Les musées
de Liège

Université
de Liège

Liège

FÉDÉRATION
WALLONE-BRUXELLES

Wallonie

Province
de Liège

Europe

LA PREMIÈRE
Soyez curieux

La Meuse

LE SOIR

télé

Solidaris
mutualité

Intradef

aide

FGTB
Liège - Huy - Waremme

nethys

Municipalité
de Liège

CALg
Cité de la Province de Liège

P&V

Crédits illustration: Franz MARC, Chevaux au pâturage, 1910. Musée des Beaux-Arts de Liège (Bal), © Ville de Liège. Dessins Graphiques